

Vendredi 12 octobre 2018

## Accueillir dignement les migrants

Des personnes fuient leurs pays. Quelles que soit leurs raisons, nous pensons qu'il convient de les accueillir dans des conditions humaines.

La Ville, le Maire de Rouen et la majorité municipale se sont très tôt, dès 2015, positionnés pour contribuer à cet accueil. Pour cela, nous agissons concrètement :

- En mettant à disposition des lieux d'accueil pour l'Etat comme nous l'avons toujours fait pour les sans-abris. Cela a été la mise à disposition de lieux d'accueil au moment du démantèlement de la « jungle » à Calais puis la Maison du Plateau et le centre Malraux lorsque les citoyens nous l'ont demandé ;
- Nous favorisons l'implantation de CADA (Centres d'Accueil de Demandeurs d'Asile) et de CAO (Centres d'accueil et d'orientation) diffus dans nos quartiers. En agissant auprès des bailleurs sociaux, et tout particulièrement avec Rouen Habitat, nous proposons des logements pour les réfugiés ainsi qu'à des associations accompagnant les demandeurs d'asile ;
- Nous accompagnons et soutenons financièrement les associations qui se sont créées pour accueillir ces personnes. Nous finançons de nombreux dispositifs comme la plateforme linguistique de Média Formation. Nous accueillons les enfants dans nos écoles... ;
- Nous travaillons à l'intégration dans nos quartiers pour que les centres sociaux, les clubs sportifs, les activités de loisirs leur soient ouverts.

Mais nous nous heurtons à une difficulté majeure puisque l'Europe, le Gouvernement et le Département vont dans le sens opposé. Le gouvernement, avec la loi Asile et Immigration, mais aussi comme le montre son comportement à l'égard de l'Aquarius ou encore sa décision de diminuer les financements pour les CHRS (Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) ne facilite pas l'accueil et l'insertion des migrants dans notre pays. Dans la même lignée, les élus de droite au Département diminuent les subventions aux CHRS et aux associations accueillant les femmes et enfants de moins de 3 ans, en renvoyant cette compétence à l'Etat qui n'a nullement l'intention de l'assumer. Les délais pour l'évaluation des mineurs non accompagnés ne sont par ailleurs pas respectés, laissant ces jeunes sans prise en charge ni solution d'hébergement.

.../...

Et pourtant, depuis son élection, le Président de la République, Emmanuel Macron, et son gouvernement, ont multiplié les annonces promettant un renforcement des moyens de l'Etat pour l'accueil des demandeurs d'asile. Dixit son allocution du 27 juillet 2017 : « Je ne veux plus personne dans les rues d'ici la fin de l'année (...) Je veux partout des hébergements d'urgence ». Nous ne pouvons que constater le décalage total entre la parole du pouvoir et les actes qui en découlent. Des moyens inadaptés entraînant saturation et tensions dans les villes et métropoles.

L'ancienne résidence pour personnes âgées située rue du Hameau des Brouettes est occupée depuis le mois de mai par des migrants. Ce bâtiment, propriété de la Ville de Rouen, est vendu et doit être évacué pour des raisons de sécurité. Nous avons proposé à l'Etat la mise à disposition du centre Colette Yver. Cette proposition n'a pas été retenue. L'Etat et le Département doivent prendre leurs responsabilités afin que des moyens soient mis en œuvre le plus rapidement possible pour gérer dignement cette situation.

Notre préoccupation aujourd'hui va vers les familles, les femmes avec enfants, dont une partie est scolarisée dans nos écoles rouennaises. A Rouen, nous nous engageons à accueillir les familles dont les enfants sont scolarisés sur le territoire municipal. Pour les femmes avec enfants de moins de 3 ans et les mineurs isolés, le Département doit apporter des réponses dans le cadre de ses compétences. Nous appelons également les 70 communes de la Métropole à proposer des solutions afin que la solidarité au sein de la Métropole ne soit pas un vain mot.

Cet accueil est et doit être l'affaire de tous. Collectivement nous pouvons améliorer les choses, en prenant tous, Etat, Département, communes, associations, citoyens, notre part. Ne serait-ce qu'au nom de ce principe d'Humanité qui devrait tous nous lier, quelle que soit la couleur politique.